La chronique de Paul Fabra

Partageons, partageons

S'IL suffisait d'aller répétant *« Partageons, partageons »* pour être cru sur parole, le socialisme, sous sa forme pure et douce, que d'aucuns déclaraient moribond ou oublié, serait prêt à renaître de ses cendres. Servant de leitmotiv au texte publié à la fin du mois de juillet par Lionel Jospin et ses amis en guise d'*« apport à la discussion »* pour préparer le congrès du PS qui se tiendra en mars prochain à Rennes, l'appel au partage, avant même qu'on sache comment il pourrait se traduire dans la réalité, est devenu le mot d'ordre de tous ceux qui s'activent au sein de cette formation politique pour donner au futur rassemblement de ses délégués le maximum de rayonnement. Ce qu'il en résultera en fait de doctrine et de résolution, on ne le sait pas encore. L'essentiel de l'impact recherché — et possible — serait, précisément, dans les préparatifs.

L'occasion paraît bonne à certains ministres, et non des moindres, de faire savoir, par des intermédiaires de rencontre, suscités par des rapprochements de circonstance entre tendances rivales et sous-courants, ce qu'ils pensent — ou ce qu'ils voudraient que les militants pensent qu'ils pensent — de la « méthode Rocard », laquelle, comme l'a reconnu généreusement le maire de Mulhouse, député du Haut-Rhin (et proche de Jean-Pierre Chevènement), Jean-Marie Bockel, *« n'est pas à jeter aux orties en bloc »*. Quant au premier ministre, on sait à quels travaux d'Hercule il va se livrer pour répondre à l'attente. Quelle que soit son intention de soustraire l'action gouvernementale aux luttes d'influence liées aux débats internes du parti, il doit en tenir compte à l'occasion de chacune des décisions qu'il a à prendre, quitte à céder là pour mieux résister ailleurs (sur le statut des PTT par exemple) aux pressions.

On aurait sans doute tort de s'étonner du retour au thème traditionnellement dominant la gauche. Henri Emmanuelli est dans son rôle quand il déclare : *« Le problème de la redistribution demeure la vraie question. »* Il était clair, au moins depuis l'automne dernier, que le temps était venu pour les socialistes de sortir du discours quasi exclusif sur la rigueur et les « contraintes » économiques. Insolite est toutefois le détour par lequel on est passé pour en revenir à la priorité donnée au « partage ». Serait-il possible que l'origine pour le moins ambiguë de la démarche en marque par avance les limites ? Là pourrait être la revanche de Michel Rocard : qui voulait le prendre au piège serait pris à son jeu.

Dans leur nouveau livre publié (chez Flammarion) sous le titre *les Héritiers*, mes confrères Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau racontent que l'inspirateur de ce retour n'est autre que Claude Allègre, le célèbre géophysicien (il a reçu le prix Crafoord, le « Nobel » de la géologie) qui s'est pris de passion pour l'économie politique et la politique tout court. M. Allègre est aussi un ami personnel de Lionel Jospin, auprès de qui il occupe les fonctions de conseiller technique ; il est également député au Parlement européen. L'idée que le concept de partage n'avait rien de dépassé, qu'il pouvait, au contraire, servir de fondement à une réflexion renouvelée sur la politique économique et la société lui serait venue en lisant un auteur américain qui a fait beaucoup parler de lui, il y a deux ou trois ans aux Etats-Unis, pour un ouvrage publié en 1988 en français sous le titre de *l'Economie du partage* (1).

Cependant, le propos de Martin Weitzman était aux antipodes de ce que, traditionnellement, la gauche entendait par redistribution du revenu national. S'inspirant du système japonais du bonus qui, dans les années de haute conjoncture, peut représenter jusqu'à la moitié du salaire et dans les années de vaches maigres beaucoup moins, il préconisait un système de rémunération variable étroitement lié aux résultats de l'entreprise. Celle-ci, au lieu de licencier en période de récession, modulerait la masse salariale en conséquence par compression des primes annuelles généralisées.

La solution reviendrait, dans les faits, à instituer une solidarité jouant dans les deux sens, pas seulement dans celui dont il est le plus souvent question dans les programmes politiques, la solidarité des employeurs et des « riches » s'exerçant en faveur des salariés et des moins bien nantis, mais la solidarité automatique de ces derniers vis-à-vis de l'entreprise, le système se proposant de lui assurer, dans le dessein d'éviter les crises de chômage, une sorte de profit minimum. Voilà à quelles étranges constructions aboutit souvent cet exercice favori des intellectuels des deux côtés de l'Atlantique : la transposition d'un modèle étranger dans un milieu qui n'est pas le sien.

Il n'empêche que le livre de Weitzman a reçu un excellent accueil que confirme, semble-t-il, l'engouement qu'il a suscité dans l'esprit de l'ami de Lionel Jospin. La raison de ce succès est peut-être que ses lecteurs ont été heureux d'y trouver, pour expliquer la répartition des revenus, une analyse ne tournant pas autour du pot. Ce qui va au salaire est autant de moins pour le profit, et ce qui est retranché de la « rémunération du travail » accroît la part allouée au profit.

Dans les circonstances d'aujourd'hui, le risque politique ne serait donc pas très grand pour qui nourrirait sa réflexion sur le partage de la thèse exposée par l'auteur américain, lequel pourrait bien avoir lui-même puisé dans les travaux d'un Prix Nobel d'économie, le Britannique James Meade (dont les suggestions, soit dit en passant, procèdent parfois d'une vision de la réalité à travers les seules grandeurs statistiques). La croissance est vigoureuse dans la plupart des économies occidentales : la solidarité a donc toutes chances de ne jouer que dans le sens favorable au plus grand nombre. Resterait à déterminer quelles formes privilégiées devrait et pourrait prendre la « redistribution » sous un gouvernement de gauche.

La « méthode Rocard », prise à partie, mais non « rejetée » en bloc, par une majorité des participants à la préparation du congrès — par les plus diserts d'entre eux en tout cas, — n'aurait-elle pas, en définitive, un atout qui s'appelle une meilleure adéquation à la réalité ambiante ?

CELA nous amène à dire un mot du phénomène, peut-être le plus important, qui a marqué l'évolution, au cours des dernières années, de la pensée de gauche. Si celle-ci se réclame aujourd'hui sans complexe — et la « précontribution » de Lionel Jospin ne s'en fait pas faute — de ce qu'elle appelle *« la culture de gouvernement »*, c'est parce qu'elle s'est débarrassée d'un vertige qui la paralysait. C'est ce vertige qui faisait la force du Parti communiste et la faiblesse relative, vis-à-vis de son partenaire, du Parti socialiste. Ce dernier a donc tout intérêt à ne pas en recréer les conditions. Cela pourrait, à la longue, profiter, sinon au PC, du moins à d'autres concurrents (pourquoi pas aux Verts ?).

A partir du moment où l'on rejette, fût-ce en paroles, la société dite capitaliste, on se met, sur la place publique, en position d'infériorité vis-à-vis de ceux qui, s'assignant en théorie le même changement radical, se vantent de ne pas refuser les moyens de l'atteindre, et de l'atteindre le plus vite possible. C'est ainsi qu'on a vu, il y a une bonne douzaine d'années, le PS en porte-à-faux dans le débat sur les nationalisations. Il avait, en 1972, signé avec les communistes (et une fraction du centre gauche) le Programme commun, mais voilà qu'en 1977 il prétendait définir avec précision la liste des entreprises à faire passer dans le domaine public pour éviter d'y englober certaines filiales. Si la « socialisation » des grands moyens de production est en soi une bonne mesure parce qu'elle hâte la *« rupture »* avec le capitalisme honni ou vilipendé, pourquoi en mesurer chichement le champ d'application ? L'argument du *« toujours plus »* est, ici, difficilement parable ; sa force maléfique vient de ce qu'il est en réalité un « toujours moins » (une soustraction, dans notre exemple, à la masse des biens et des valeurs échangeables) déguisé en disposition de caractère positif. Il tourne la tête comme l'attrait du vide.

C'est pourquoi le maniement de l'argument d'égalité est difficile. En France, les revenus du capital et les revenus salariaux se partageraient respectivement 30 % et 70 % des revenus (« valeur ajoutée » dite disponible, une fois déduites les charges fiscales et autres). Dans un pays comme le Mexique, la proportion serait à peu près inverse : 64 % et 26 %. Ces évaluations, y compris les françaises, sont très grossières, ne serait-ce que parce que certains salaires — les plus élevés — pourraient être considérés partiellement comme des profits (la confusion est particulièrement nette quand une partie de la rémunération des cadres les mieux payés est versée sous forme, par exemple, de stock-options), et vice-versa. Elles représentent toutefois des ordres de grandeur marquant le sens d'une évolution. L'inégalité décroît avec le développement économique, mais, d'un autre côté, celui-ci est entravé chaque fois qu'on s'oppose à rémunérer les talents au prix du marché (le débat ouvert sur les PTT porte en partie sur cette question). De cela il résulte que, si le pouvoir politique veut, à toute force, se substituer à l'évolution « naturelle » d'une société progressive vers moins d'inégalités, d'ensemble, il risque et de manquer son objectif et de gripper la machine économique.

CE qui vient d'être dit de l'inégalité des revenus est encore plus vrai de l'inégalité des patrimoines, à ceci près que cette dernière est, encore plus que la première, consubstantielle au fonctionnement d'une économie « capitaliste ». Comment disposer d'un capital sans l'accumuler ? Mais, si cette inégalité est présentée *a priori* comme un scandale politique, aucun impôt n'est assez confiscatoire pour le faire cesser. En 1981, certains socialistes, dont Laurent Fabius, avaient évoqué la possibilité de taux très élevés, de l'ordre de 8 %, pour l'impôt sur les grandes fortunes alors en gestation. Tout cela est bien oublié. Reste que, si l'objectif premier est non pas d'appréhender sous tous ses aspects la faculté contributive de tous les assujettis, mais de réduire des inégalités « choquantes », les considérations rationnelles passent au second plan pour le choix du meilleur taux. Le meilleur est *a priori* le plus élevé. Le projet de création d'une cinquième tranche imposée à un taux supérieur à 1,1 % (on avait parlé de 1,3 % ou 1,5 %) pour l'impôt de solidarité sur la fortune est, au petit pied, une illustration de ce principe.

Si, pour la gauche socialiste, l'orientation la plus conforme à son esprit pour mieux répartir les fruits retrouvés de la croissance passe par une amélioration en profondeur des services publics (éducation nationale, aménagement des villes notamment), une politique cherchant à élargir l'assiette de l'ISF, quitte à en abaisser à terme le taux, une politique visant à décharger le budget de l'Etat de son rôle d'actionnaire (et donc de pourvoyeur de capital) par l'assouplissement, sinon l'abandon, de la règle absurde de « ni nationalisation ni privatisation » paraît, à terme, plus conforme aux besoins de la politique et de l'économie que les partis pris inverses.

---

(1) *L'Economie du partage*, de Martin Weitzman. L'Expansion-Hachette, 224 pages, 95 F.